



SPECIAL ELECTIONS... SPECIAL ELECTIONS... SPECIAL

Ecologie : le réveil

Nombre d'écologistes
refusent les manœuvres
d'état-major et rejoignent
le Front autogestionnaire

Premier prix de l'accord laborieusement élaboré entre Ecologie 78 et SOS-environnement : les écolos garantis sans colorant ou additifs ne présenteront finalement que 160 candidats pour toute la France. Les manœuvres politicardes de SOS-environnement et le grand silence des « non-responsables » d'Ecologie 78 depuis trois mois qu'il y a tant de choses à dire pour interpellier les partis qui s'enlisent dans leurs maré-

Dans le Nord, à Grenoble, à Nîmes, à Grasse, dans le Puy-de-Dôme, au Havre, dans le Morvan, le Val-de-Marne, le Lot, l'Ain, le Vaucluse, l'Hérault et ailleurs, les écologistes ont préservé l'unité avec leurs compagnons de combat et de manifestation. Une union à la base que quelques jusqu'aboutistes d'Ecologie 78, s'appuyant sur les notables de SOS-environnement et du Parti féministe, ont refusé avec une énergie qui ressemble parfois à celle du désespoir. De nombreux écologistes, en faisant le choix de ne pas suivre Ecologie 78 ou simplement en concluant des accords sans se soucier des exclusives — y compris à Paris et dans la banlieue —, ont rappelé que le droit à la différence, le refus des interdictions étaient la base de la démarche écologique.

Car il est bien évident que la majorité des militants qui sont à Ecologie 78 sont en plein accord écologique avec ceux qui n'y sont pas ou n'y sont plus. Ni les uns ni les autres n'ont la propriété de l'écologie. Les divergences elles ne



cages, ont fait fondre les enthousiasmes et fuir de nombreux groupes : on est désormais loin du grand rassemblement espéré au cours de l'été 1977 ou même des 230 candidatures que les deux regroupements annonçaient à l'automne.

Ceux qui manquent à l'appel d'Ecologie 78 se sont soit retirés de la bataille ou bien ont rejoint ceux qui voulaient, à la base, maintenir la cohésion avec les composantes du Front autogestionnaire, en particulier avec le PSU.

se situent même pas au niveau du refus d'un accord national entre Ecologie 78 et le Front autogestionnaire : la démarche du cartel écologique sur ce point est logique. Mais les problèmes surgissent quand on s'interroge sur le refus réitéré de laisser la base se débrouiller.

Ou plus exactement, à ce stade, les dernières semaines l'ont prouvé, tout s'éclaire : il s'agissait tout simplement de donner des gages à l'écocentrisme et à SOS-environnement, il

s'agissait d'écarter ou de faire fuir un maximum de groupes Amis de la Terre soupçonnés — quelle horreur ! — de pencher vers la gauche et de parler autant de socialisme et d'autogestion que d'écologie. Cela, les apolitiques mal reconvertis, ne le supportent pas ; cela, les « *cadres de l'environnement* » précipitamment regroupés en avril 1977 se sont donnés pour tâche de le combattre. Et avec des arrières pensées, voire des moyens qui sont rarement innocents.

A la conférence de presse de SOS- environnement, le 28 janvier, conférence au cours de laquelle (comme un... futur parti) SOS a annoncé un grand nombre de candidats désignés à l'insu des comités de quartier pour mieux « négocier » le lendemain, on a vu reflourir un langage antigauche, un vocabulaire anti-jeunes que l'on croyait réservés à d'autres. Les discussions au sein des comités de quartier s'étaient transformés, dans la bouche du porte parole de SOS, en « *tribunaux populaires* »...

Et ce qui a suivi était déshonorant pour les écologistes, au point qu'après l'ultime conférence de presse du 1er février, nombre d'entre eux ne cachaient pas leur écoëurement tandis que les Amis de la Terre, après en avoir débattu dans leur assemblée générale de la semaine précédente, annonçaient qu'ils feraient tout pour combattre ce « syndicat de candidats » venu récupérer une force militante pour en faire un groupe de pression réformiste.

C.-M. VADROT ■

• *Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons que les militants de Paris-écologie, lassés par les marchandages d'état-major de SOS-environnement s'appêtent à rompre avec cette dernière organisation.*